

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

1 7 <sup>e</sup> L É G I S L A T U R E

# Compte rendu

## Commission d'enquête sur les liens existants entre les représentants de mouvements politiques et des organisations et réseaux soutenant l'action terroriste ou propagant l'idéologie islamiste

– Audition, à huis clos, de M. Cédric Brun, conseiller régional.....	2
– Présences en réunion.....	12

Mercredi  
5 novembre 2025  
Séance de 17 heures

Compte rendu n° 22

SESSION ORDINAIRE 2025-2026

Présidence de  
***M. Xavier Breton,***  
***Président de la commission***



*La séance est ouverte à dix-sept heures.*

**M. le président Xavier Breton.** Monsieur le rapporteur, chers collègues, nous allons procéder à la première audition de ce jour en entendant M. Cédric Brun. Conseiller régional des Hauts-de-France et secrétaire général CGT de l'usine Stellantis de Valenciennes, vous avez quitté La France insoumise en septembre dernier, au motif que ce parti connaîtrait une « *dérive idéologique majeure* » avec l'arrivée « *de profils proches des frères musulmans* ». Vous soulignez que l'influence de certains mouvements ou personnalités islamistes ne touche pas seulement La France insoumise, mais aussi des exécutifs locaux et des syndicats. Si les travaux de la commission d'enquête ne visent pas un parti ou une sensibilité politique, mais s'intéressent à tous les élus politiques puisque des liens entre mouvements islamistes et élus politiques peuvent apparaître dans différents territoires et pour différents motifs, votre témoignage est important pour éclairer nos travaux.

Avant votre propos liminaire, j'aimerais savoir comment un parti comme La France insoumise, *a priori* opposé aux valeurs islamistes, peut accueillir de telles personnalités. Vous avez aussi évoqué l'entrisme dans des corps intermédiaires comme les syndicats : ce phénomène est-il fréquent et les instances nationales y portent-elles attention ? Enfin, les élus et décideurs publics sont-ils suffisamment sensibilisés au risque d'entrisme et disposent-ils d'informations, notamment de l'État, pour juger de la légitimité de certaines demandes exprimées par des associations ou communautés religieuses ?

Avant tout, je vous invite à nous déclarer tout intérêt public ou privé de nature à influencer vos déclarations et, conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958, à prêter serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Je vous prie donc de lever la main droite et de dire : « *Je le jure* ».

*(M. Brun prête serment.)*

**M. Cédric Brun, conseiller régional des Hauts-de-France.** Merci de m'avoir convié à cette commission d'enquête, essentielle pour la démocratie aujourd'hui. Un rapport gouvernemental sur l'entrisme de l'islamisme politique a été publié récemment, mais il m'apparaît partiellement instrumentalisé, insuffisamment documenté et largement minimisé. Cette situation traduit un échec politique qui nous place aujourd'hui dans des contextes extrêmement complexes sur le terrain.

J'ai constaté, dans mon périmètre autour de Denain, l'arrivée de profils connus ou de descendants de personnes connues, notamment les fils Iquioussen, en particulier Soufiane Iquioussen, qui a tenté en vain d'intégrer le groupe d'action locale de Denain, puis a créé un groupe concurrent pour « prendre la main » sur ce territoire.

Initialement, je pensais qu'il s'agissait d'une tentative d'entrisme isolée ciblant La France insoumise. Mais en échangeant avec des collègues syndicalistes et membres du mouvement, j'ai constaté que le phénomène touche plusieurs territoires, comme Maubeuge, où ces personnes préparent une liste LFI pour les municipales, et Grande-Synthe, où la situation est similaire.

J'ai également échangé avec des élus de Raismes, notamment Aymeric Robin, président de la communauté d'agglomération, qui signale dans un récent article de *Libération* ou du *Point* l'installation d'une école privée sous contrat, à propos de laquelle il soupçonne des

financements étrangers. Le contrat proposé ne correspond pas aux besoins de fonctionnement. Cette école, proche de la famille Iquioussen, notamment d'Othmane Iquioussen, prédicateur dans une mosquée défavorablement connue, soulève des interrogations.

J'ai découvert ces faits à travers mon parcours politique et syndical. Le syndicat ArcelorMittal CGT a récemment été confronté à un problème de radicalisation interne. Lorsqu'il a tenté de la limiter, il a été attaqué par l'association Justice et Paix, reliée à La France insoumise et présidée par Ali Karimi et Kamal Saïd, ce dernier ayant auparavant dirigé l'association Centre Zahra, interdite pour antisémitisme et détention d'armes.

Selon mes informations et celles du syndicat local, Ali Karimi, surnommé « Ali l'Iranien », fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) et ne devrait pas être présent sur notre territoire. L'association Zahra était proche du mouvement Soral, qui avait mené une campagne avec des financements iraniens. Ces deux personnes sont donc très proches de cette tendance religieuse et politique.

Quelquefois, ce ne sont pas des partis, mais des municipalités qui subissent des pressions. Le maire est contacté par des membres d'une association locale exigeant d'être intégrés à sa liste, sous menace de créer une liste concurrente sous l'étiquette LFI. Ce procédé se retrouve dans plusieurs communes. Les personnes concernées ont demandé à rester anonymes, mais le phénomène mérite d'être signalé.

On m'a souvent demandé pourquoi je n'avais pas réagi plus tôt. Depuis les attentats du 7 octobre, le discours de La France insoumise a changé, nationalement et localement, refusant le terme « attentat » et parlant de « crime de guerre » pour des raisons politiques. Pour moi, enlever et exécuter des enfants relève du terrorisme, pas d'un acte de guerre. On observe aussi une valorisation du Hamas comme organisation de résistance, ce qui complique la situation pour nos élus et militants locaux.

Lorsque j'ai constaté la tentative d'infiltration à Denain, j'ai alerté mon groupe politique régional et informé les députés via courrier et visioconférence. Ils ont reconnu le problème, mais m'ont répondu qu'il ne fallait pas le surestimer. Quand j'ai menacé de publier un communiqué si la famille Iquioussen présentait une liste à Denain, ils m'ont assuré qu'ils allaient agir. Ils m'ont alors proposé de conduire cette liste et de faciliter ainsi l'accès de ces personnes à la municipalité...

J'ai donc demandé par écrit à Paul Vannier et Manuel Bompard si la ligne politique avait évolué. Ils ont répondu que la politique locale relevait des groupes locaux et qu'ils ne pouvaient s'immiscer dans ce sujet, ce qui leur permet d'éviter toute responsabilité.

J'ai également été contacté officieusement par les renseignements territoriaux via un agent que je connais, qui m'a conseillé la prudence face à certains profils. Cette information a confirmé mes soupçons sur l'entrisme exercé par certaines personnes et l'ampleur de ce phénomène.

Plusieurs enquêtes journalistiques publiées dans *Le Point* par Erwan Seznec et dans *Libération* par Charlotte Belaïch confirment l'existence d'un problème national : il ne s'agit pas d'une simple tentative d'entrisme mais d'une ouverture accordée à ces profils. Ils ne se présentent pas comme Salafistes ou Frères musulmans, mais leur façon d'élaborer les programmes et leur fonctionnement uniformisé les identifient.

Lors d'une manifestation propalestinienne à Denain, tous ces individus se sont retrouvés ensemble, certains venant de loin pour se soutenir mutuellement, démontrant leurs liens au-delà de simples convictions politiques. Au cœur de ce réseau se trouve la famille d'Hassan Iquioussen, dont les fils coordonnent les activités au niveau départemental et national.

L'ampleur du phénomène s'intensifie ; ces individus sont désormais autorisés à agir ouvertement au sein de La France insoumise. Accepter quelqu'un du nom d'Iquioussen est révélateur : lors des dernières assises LFI à Valence, son apparition aux côtés de M. Delogu avait provoqué un émoi et le parti avait nié toute association. Aujourd'hui, ils s'affichent ouvertement, notamment avec M. Iquioussen fils, connu pour ses quenelles au Sénat et ses positions très particulières sur le mariage pour tous, ce qui traduit clairement un virage idéologique.

Il ne s'agit pas d'un entrisme, mais d'une stratégie politique délibérée visant à accueillir ces profils pour obtenir les voix manquantes au second tour de la présidentielle. C'est un choix cynique.

Le rapprochement de La France insoumise avec de telles personnes, proches de l'Iran ou d'autres pays, et bénéficiant de financements étrangers constitue une menace pour notre démocratie. Ces derniers pourraient accéder à des positions de pouvoir, à l'Assemblée nationale ou dans les mairies.

L'infiltration des syndicats, quelle que soit leur étiquette, est également manifeste. Il ne s'agit pas de centaines de personnes, mais d'une cinquantaine de personnes très actives, disposant de moyens financiers, de leviers politiques via La France insoumise et de ressources juridiques.

J'ai demandé que mon audition se tienne à huis clos, car ma situation est devenue très compliquée depuis mes prises de parole. Nous devons penser à nos familles ; nul n'est à l'abri d'un individu déséquilibré prêt à passer à l'acte, malheureusement comme dans le cas de Samuel Paty.

**M. le président Xavier Breton.** Merci pour ces éléments. Vous mentionnez une cinquantaine d'individus plutôt que des centaines. Faites-vous référence à une organisation locale, régionale ou nationale ?

**M. Cédric Brun.** Je me réfère à mes observations au niveau départemental. Après avoir pris la parole publiquement, j'ai reçu d'autres témoignages de personnes confrontées à des situations similaires dans leurs territoires respectifs. Il s'agit systématiquement de groupes restreints mais particulièrement actifs.

**M. le président Xavier Breton.** Ces pressions et menaces subies depuis votre prise de position sont-elles exprimées de manière officielle ? Comment se manifestent-elles ?

**M. Cédric Brun.** Les pressions ont d'abord été politiques : les écologistes m'avaient proposé un « asile politique » au sein du conseil départemental pour préserver mon droit de parole, mais ils ont subi d'intenses menaces de la part de M. Bompard, M. Vannier et des cadres de LFI, assorties d'un compte à rebours explicite sur le temps leur restant pour agir avec comme menace de représailles de rompre toutes les alliances existantes aux municipales et aux législatives. Ils menaçaient ainsi de provoquer l'éclatement du groupe régional, le privant ainsi de moyens.

J'ai aussi été la cible de centaines d'insultes sur les réseaux sociaux, au point de devoir suspendre mes comptes quelques heures. Ce sont des boucles qui sont créées avec des éléments de langage données aux militants qui sont alors chargés de vous attaquer. Ces attaques, coordonnées en interne, visaient à me faire passer, à 46 ans et après 25 ans de militantisme à la CGT, pour un fasciste.

S'y sont ajoutées des pressions physiques : lors de meetings LFI, j'étais accompagné de gardes du corps face à des individus cherchant à imposer leur autorité locale. Les syndicats ne sont pas épargnés : hier, lors d'un rassemblement CGT sur la nationalisation chez ArcelorMittal, des personnes invitées par LFI et M. Le Coq ont dû être évacuées par le service d'ordre.

Ces faits édifiants sont observables sur le terrain. Je suis stupéfait que certains députés prétendent les ignorer. M. Le Coq m'avait lui-même expliqué, après un précédent rassemblement, que ces individus étaient « *des modérés* » et qu'il fallait composer avec eux, preuve qu'il s'agissait non d'une infiltration, mais d'une stratégie électorale délibérée.

**M. Matthieu Bloch, rapporteur.** Merci, monsieur Brun, pour votre présence et votre courage. L'engagement politique et syndical doit pouvoir s'exprimer librement, quelles que soient les opinions de chacun. L'objectif qui nous réunit tous, c'est l'unité de la nation, menacée par des réseaux séparatistes, islamistes et radicaux. Je regrette ainsi que vous soyez aujourd'hui dans cette situation alors que vous avez fait preuve de courage et je voulais de nouveau vous remercier d'être présent aujourd'hui.

J'ai bien entendu les éléments que vous avez déjà partagés en réponse aux questions du président. Je voudrais revenir sur la situation de M. Jean-Luc Mélenchon auprès duquel vous étiez engagé. Il avait auparavant un discours tout à fait républicain et laïque. Selon vous, quand le changement de stratégie est-il intervenu ? Est-ce un choix volontaire ou subi ?

**M. Cédric Brun.** Lorsque je fais part de mon témoignage, on me répond régulièrement que la position de La France insoumise a toujours été la même et vous n'avez pas vu ou n'avez pas voulu voir. Mais ce n'est pas vrai. Lorsque je me suis engagé, M. Jean-Luc Mélenchon défendait un discours républicain et laïque, strict sur le voile et d'ailleurs parfois contesté au sein de la gauche à ce titre. C'était aussi ma position. En tant que syndicaliste CGT, les accusations de fascisme à mon égard sont absurdes. Je défends une ligne de la gauche qui peut être n'existe plus, mais lorsque La France insoumise défendait encore strictement la laïcité, l'un de mes collaborateurs, bénévole dans une mosquée, craignait que cela ne soit pas apprécié. La situation a ainsi complètement basculé.

Des signes précurseurs existaient notamment, lors de manifestations accueillant des personnes de l'Union des organisations islamiques en France (UOIF) ou des profils particuliers. On se disait que c'était subi ou que c'était de la naïveté. Mais en réalité c'est un long processus, pas sur dix ans, mais sur deux-trois ans. Les attentats du 7 octobre 2023 ont été à ce titre un véritable tournant. Aujourd'hui, la Palestine est invoquée à tout propos et des flottilles sont engagées. C'est terrible pour quelqu'un comme moi qui a toujours défendu le droit des palestiniens mais aussi de leurs voisins de voir des gens qui n'ont pas du tout les mêmes intentions que nous et qui salissent le combat pour la dignité humaine. C'est ce qui est très difficile aujourd'hui ; ils nous ont confisqué ce combat idéologique, les combats sociaux et nous nous retrouvons désormais avec des gens comme eux sur tous les piquets de grève, qui se présentent comme la vraie gauche, alors que leurs actions relèvent d'une imposture totale.

**M. Matthieu Bloch, rapporteur.** Votre constat est inquiétant : les attentats du 7 octobre 2023 ont constitué le pire pogrom contre Israël depuis la Seconde Guerre mondiale et ils seraient, selon vous, à l'origine de ce basculement idéologique majeur.

La France insoumise participe-t-elle à la propagation de l'antisémitisme ? Les actes antisémites augmentent depuis ces attentats. Existe-t-il un discours assumé de La France insoumise dissimulant l'antisémitisme sous couvert d'antisionisme ? Nous avons observé la participation de dirigeants LFI à des manifestations avec des associations contestables, parfois aux côtés de personnes faisant l'apologie du terrorisme. Comment avez-vous vécu cela en interne ? Pouvez-vous confirmer l'existence de liens entre certains dirigeants de La France insoumise et l'islamisme radical ?

**M. Cédric Brun.** Je n'ai jamais constaté d'antisémitisme ni de racisme. Est-ce qu'il existe parfois un discours ambigu pour donner des gages à certains alliés ? Probablement. La prise de position de parler de « crime de guerre » plutôt que « d'attentat » visait sans doute à donner des gages à d'éventuels alliés.

Avant les attentats, il y a eu les élections européennes et l'arrivée de Rima Hassan qui a complètement éclipsé le travail de députés européens comme Anthony Smith, cégétiste et inspecteur du travail, ou Marina Mesure, qui sont des gens exceptionnels. C'est catastrophique car mettre en avant les idées de Rima Hassan et le drapeau palestinien dans un territoire sinistré économiquement, où les usines ferment et où la seule réponse idéologique, c'est la Palestine, le port du voile et la cantine hallal, cela crée un décalage total avec les besoins locaux.

En revanche, sous serment, je n'ai jamais entendu d'antisémitisme et je ne crois pas que Jean-Luc Mélenchon soit antisémite : opportuniste, peut-être, mais pas antisémite.

**M. Matthieu Bloch, rapporteur.** Merci beaucoup. Qu'en est-il des liens entre l'islam radical et les dirigeants de La France insoumise ?

**M. Cédric Brun.** J'ai pris connaissance de documents montrant des députés s'étant déplacés à l'étranger pour promouvoir des profils problématiques, proches de milieux antisémites ou terroristes. J'ai également cru comprendre qu'un député à l'Assemblée nationale avait tenté d'inviter d'anciens membres de l'UOIF. Ces événements ont été un véritable choc.

En tant que militant, on a tendance à écarter ces signaux, mais nous assistons désormais à une bascule plus importante et massive à l'approche des élections municipales.

**M. Matthieu Bloch, rapporteur.** Vous indiquez que des dizaines de militants ont pris leurs distances avec cette dérive dangereuse. Cela concerne-t-il spécifiquement les Hauts-de-France ? Connaissez-vous d'autres élus se désengageant de ce mouvement ou d'autres pour les mêmes raisons ?

**M. Cédric Brun.** Ma vision se situe au niveau départemental et régional. J'ai échangé avec des membres de la CGT affiliés à La France insoumise à Grande-Synthe et Dunkerque, qui ont quitté le mouvement pour les mêmes raisons, alertant M. Bompard par courrier de tentatives d'entrisme qui n'ont pas reçu de réponse. Des personnes non élues mais en position de l'être quittent aussi le mouvement dans d'autres régions, signe d'un système profondément antidémocratique au sein du parti permettant l'arrivée soudaine de certains profils en remplacement de militants présents depuis dix à treize ans.

**M. Matthieu Bloch, rapporteur.** Vous étiez cadre local à La France insoumise. Avez-vous participé à une réunion où ce changement stratégique, visant à conquérir un électorat prioritairement musulman pour obtenir les voix manquantes au second tour, vous a été présenté ? À votre niveau, avez-vous été informé de cette évolution et de ses motivations, ainsi que du degré d'acceptabilité de cette stratégie ?

**M. Cédric Brun.** Oui, j'en ai eu confirmation de Jean-Luc Mélenchon et d'autres cadres. Lorsque j'ai dit : « *Vous mettez en avant Rima Hassan, mais ce ne sont pas là les préoccupations des travailleurs* », on m'a répondu : « *Dans ta région, nous avons perdu les ouvriers. Ils sont passés du côté antirépublicain, du RN. Il faut conquérir les voix des quartiers populaires* ». Ce que j'ai tenté d'expliquer, c'est que les habitants de ces quartiers travaillent la journée à l'usine. On m'a alors fait comprendre qu'il était recherché un soutien plus communautariste, marquant le début de ce que nous observons aujourd'hui.

**M. Matthieu Bloch, rapporteur.** Lorsque vous avez alerté votre direction sur ces tentatives d'entrisme, la réaction n'a pas été à la hauteur de vos espérances. Par la suite, une sorte de chasse à l'homme s'est engagée sur les réseaux sociaux. Qui, selon vous, en était l'instigateur ? Ces actions provenaient-elles du siège de votre parti ?

**M. Cédric Brun.** Oui, j'ai subi des attaques de députés du Nord me qualifiant « *d'islamophobe mythomane* », ce qui constituait un moyen de me mettre une cible dans le dos. Ce qui les a le plus énervé, c'est que pour dix messages d'insultes, j'en recevais cent de soutien.

Le problème est que, comme dans d'autres partis, des cadres de LFI sont arrivés dans le mouvement sans véritable parcours professionnel et ont fait de la politique leur métier. Ils s'y accrochent, tandis que je possède un historique concret de combats sociaux et d'entreprises sauvées. Ils ont tenté de me présenter comme un fasciste, proférant menaces et critiques, mais cela n'a pas marché. J'aurais espéré un débat plus constructif, mais à l'ère de Twitter et TikTok, une phrase d'une ligne semble plus efficace qu'un texte argumenté.

**M. Matthieu Bloch, rapporteur.** Quelle a été la réaction de vos militants locaux ? Vous êtes-vous senti soutenu ? Les événements dans votre fédération ont-ils affecté son fonctionnement ? D'autres cadres ont-ils été remplacés ? Des militants ont-ils rendu leur carte suite à vos révélations ? Que s'est-il passé au niveau de votre fédération LFI dans les Hauts-de-France ?

**M. Cédric Brun.** La France insoumise n'a ni fédération, ni congrès, ni vote : c'est un mouvement « gazeux ». On s'inscrit sur une plateforme locale, on intègre un groupe et on se débrouille seul. Les décisions tombent sporadiquement. Des démissions ont eu lieu avant et après la mienne. Certains militants partent, d'autres restent subjugués par le « gourou », refusant de croire ce qui se passe malgré la présence d'infiltrés. Si vous avez une idée divergente, vous êtes tout de suite exclu ; les militants suivent la ligne sans pensée autonome.

Ancien membre du Parti communiste et de la CGT, j'ai connu des organisations où tout se débat et se vote. Ici, les décisionnaires sont flous et n'assument pas leurs responsabilités, sauf pour distribuer circonscriptions ou mairies aux proches.

**M. Matthieu Bloch, rapporteur.** Pensez-vous que les élus soient aujourd'hui suffisamment sensibilisés aux risques d'entrisme islamiste ? Quelles actions pourraient être mises en œuvre par les pouvoirs publics pour mieux informer et protéger les élus ?

Vous mentionnez que les services de renseignement territoriaux vous avaient alerté sur l'écosystème qui se constituait autour de vous. Ces informations sont-elles suffisantes ? Voyez-vous d'autres leviers pour empêcher la propagation de l'entrisme parmi les élus, notamment locaux ?

**M. Cédric Brun.** Ma sortie médiatique a encouragé de nombreuses personnes à s'exprimer, mais beaucoup ne saisissent pas la gravité de la situation. Les individus concernés sont formés, disposent de moyens conséquents et s'implantent dans les syndicats et les mairies sur le long terme – sept à huit ans typiquement. Les gens ne sont pas prêts face à de telles stratégies.

Dans certains cas, le maire n'est pas le vrai décideur. À Douchy-les-Mines, le directeur de cabinet du maire était proche des Frères musulmans et de la famille Iquouussen. Le maire n'a pas compris ce qui se passait et quatre camarades communistes ont perdu leurs délégations pour avoir protesté contre le directeur de cabinet qui ne défendait pas les positions du parti communiste. Malgré ces situations et les violences observées, les renseignements territoriaux ne semblent pas transmettre ces informations au gouvernement ou, si elles sont transmises, il n'y a pas d'action concrète.

Si l'on attend la veille des élections municipales, il sera trop tard ; la situation s'aggrave et les citoyens se détournent. Certaines communes commencent déjà à être affectées. D'autres partis, également infiltrés, feignent l'ignorance publiquement. À terme, cette politique de l'autruche ne tiendra plus et les scandales éclateront. Syndicats et partis politiques doivent agir, en espérant qu'il ne soit pas trop tard. Beaucoup subissent également cette situation et ignorent la nature réelle de leurs adversaires.

**M. Matthieu Bloch, rapporteur.** Plusieurs communes semblent concernées par ces stratégies d'entrisme. Sont-elles nombreuses ?

**M. Cédric Brun.** J'ai constaté ce phénomène dans cinq communes de taille relativement importante, mais d'autres seront probablement concernées. Ces situations touchent souvent des quartiers populaires, d'anciens bastions industriels marqués par la précarité. La stratégie principale des Frères musulmans consiste à organiser dans ces quartiers des collectes pour les plus démunis, des actions pour la rentrée scolaire, des barbecues communautaires. Ainsi, ils intègrent progressivement des habitants dans des associations locales influentes, capables d'exercer une forte pression sur les municipalités.

**M. le président Xavier Breton.** Vous avez mentionné que d'autres partis étaient également infiltrés. Pouvez-vous préciser lesquels ?

**M. Cédric Brun.** Tous les partis ont connu au moins une fois ce type de situation. La plupart l'ont purgée, d'autres la subissent encore.

**Mme Caroline Yadan (EPR).** Merci pour vos explications et votre courage. Vous avez indiqué que plusieurs militants vous soutenant ont préféré rester silencieux. Votre démarche montre votre attachement à la démocratie et votre conscience des risques pour nos institutions.

Après le 7 octobre 2023, avez-vous eu le sentiment d'une amplification des mouvances islamistes et davantage de cas d'entrisme dans le mouvement ? Avez-vous aussi observé des tentatives d'appropriation de causes consensuelles que vous défendez, comme le féminisme, l'écologie ou l'antiracisme, pour gagner en légitimité, influencer le tissu associatif et municipal et imposer un agenda religieux et identitaire ?

**M. Cédric Brun.** Les attentats du 7 octobre ont poussé certains profils à se montrer ouvertement. Certains étaient inscrits sous de faux noms, comme M. Iquiouussen, dans notre groupe d'action. A la suite des attentats, La France insoumise a assumé leur présence sous leur vrai nom, créant un véritable appel d'air, probablement validé par le « cercle Mélenchon ».

Est-ce qu'ils ont d'autres programmes emblématiques à défendre ? Aujourd'hui, on voit qu'ils cherchent à infiltrer les syndicats, surtout dans les ensembles comprenant beaucoup de travailleurs originaires de pays musulmans – j'ai cité ArcelorMittal, c'est également le cas des fédérations de commerce où ils placent leurs proches dans les conseils de surveillance pour essayer d'étendre leur influence et sur plusieurs années, ils peuvent y arriver.

J'ai observé la même dynamique à l'usine d'Aulnay-sous-Bois : les camarades CGT avaient bien des difficultés à maîtriser seuls le conflit. Ils devaient demander des autorisations pour agir. Dans ce contexte, défendre par exemple l'égalité salariale des femmes ou d'autres causes comme celle-ci, c'est très compliqué. L'avenir de LFI s'annonce chaotique : les positions islamistes et les questions fondamentales comme le mariage, la mixité ou les rapports hommes-femmes sont difficilement conciliables.

**Mme Caroline Yadan (EPR).** Dans vos écrits, vous mentionniez un échange avec un membre du groupe fondé par Soufiane Iquiouussen et Youssouf Feddal, au cours duquel il aurait déclaré : « *on fait une liste d'Arabes* ». Pouvez-vous le confirmer ? Si oui, quel était le contexte exact de cet échange et d'autres personnes étaient-elles présentes ?

**M. Cédric Brun.** Nous avons affaire à des individus intelligents et méthodiques. À l'époque, ils m'ont abordé alors que je distribuais des tracts sur un marché pour établir un contact. Ils ont expliqué vouloir constituer des listes municipales. Quand je leur ai demandé leur programme et leurs ambitions, car nous avons une ligne programmatique et des valeurs à défendre, ils m'ont répondu « *Désormais, c'est notre tour, et nous allons placer des gens de la communauté* ». À ma question sur la nature de la communauté, ils ont précisé : « *Nous allons constituer une liste d'Arabes, car c'est ce qui peut l'emporter dans la commune* ».

Sidéré, j'ai demandé : « *Mais pourquoi pas une liste d'Italiens ou de Polonais ?* ». Peu après, la maire actuelle de Denain m'a contacté pour m'expliquer qu'elle me soutiendrait pour les législatives mais qu'il y avait dans mon groupe politique certains profils connus. Elle m'a expliqué qu'elle avait subi une infiltration par la famille Iquiouussen. J'ai découvert que le Parti communiste avait rencontré une situation similaire dans le Nord-Pas-de-Calais. Si certaines formations de gauche ont su résoudre ces problèmes, d'autres sont tombées dans le piège, parfois par naïveté.

**M. Jérôme Buisson (RN).** Merci pour cette intervention importante et courageuse. Cet entrisme menace tout le spectre politique, à gauche comme à droite.

Si LFI et les islamistes s'utilisent mutuellement à des fins électorales, qui prendra l'ascendant ? Dans les syndicats et municipalités infiltrés, quel rôle est réservé aux femmes, alors que l'idéologie islamiste les cantonne au foyer ?

**M. Cédric Brun.** Qui l'emportera entre LFI et les islamistes ? Avec des personnes de conviction comme moi, on en trouve plus à l'extérieur qu'à l'intérieur, mais cela ne préjuge pas de l'issue. Ils rencontreront vite des difficultés. LFI tiendra-t-elle quatre ou cinq ans ? Je n'en suis pas sûr. En revanche, ceux qui l'ont infiltrée et obtenu des postes resteront, et c'est là le problème.

Sur la place des femmes, leur stratégie surprend : elles sont non-voilées et défendent l'égalité et les combats sociaux. J'ai constaté cela à Denain avec une jeune femme ancienne sportive issue des « camps Iquioussen ». Il est impossible de la soupçonner sans la connaître, ce qui est inquiétant.

Les infiltrés se présentent comme des gendres idéaux et prétendent représenter un large réservoir de voix, mais c'est une illusion. À Denain, la mairie a découvert qu'ils étaient mal vus par la communauté musulmane et même interdits dans certaines mosquées. Les musulmans les connaissent bien et sont choqués qu'ils puissent parler en leur nom et être mis en avant par certains partis.

**M. Matthieu Bloch, rapporteur.** Monsieur Brun, comment se passe votre mandat à la région ? Depuis votre départ de LFI, parvenez-vous encore à siéger, et dans quelles conditions ? Ressentez-vous de l'appréhension ? Pouvez-vous exercer correctement votre mandat ?

**M. Cédric Brun.** Je me rends à la région la tête haute, comme dans les usines ou les piquets de grève, car j'agis par conviction. Ceux qui comprennent la situation partagent ma position. Mon principal obstacle est le manque de moyens, en tant que non-inscrit, pour défendre les combats sociaux. Néanmoins, je collabore avec la majorité sur des sujets comme la préservation des usines, ce qui crée des terrains d'entente. Ma prise de position me rend « politiquement mort » aux yeux de beaucoup à gauche, mais peu importe : en 2028, je retournerai à l'usine, mon vrai métier. La politique me laisse une impression mitigée.

**Mme Caroline Yadan (EPR).** Avez-vous remarqué que des militants ayant quitté LFI se sont rapprochés d'un autre mouvement politique ?

**M. Cédric Brun.** Beaucoup sont écourés, mais ce sont des militants expérimentés et de valeur. Ils finiront par rejoindre une formation politique, mais pas le PS ni vraiment le PC. Certains se tournent plutôt vers Debout la France ou d'autres mouvements, sans que l'impact soit clair. Quitter LFI est perçu comme une trahison, et rejoindre un autre parti dissident complique encore les choses. Ces militants restent donc généralement discrets sur leur nouvelle affiliation.

**M. le président Xavier Breton.** Votre profil semble plutôt compatible avec le Parti communiste. Comment expliquez-vous votre rapprochement avec LFI et comment percevez-vous votre parcours ? Quelle est votre vision actuelle du PC dans le Nord et de son évolution ?

**M. Cédric Brun.** Je viens d'une région industrielle où élus et responsables étaient majoritairement des ouvriers ou des employés. Le PC y conserve une idéologie forte à travers ses membres. Après la période Hollande, vécue par les travailleurs et plus généralement par les gens de gauche comme une trahison, un besoin de radicalité s'est fait sentir. Un mouvement de masse s'est alors constitué autour de syndicats radicaux et d'associations pour défendre les droits des travailleurs. À ce moment, La France insoumise est apparue comme un parti très à gauche, prônant une rupture avec le système et laïque.

**M. le président Xavier Breton.** Comment analysez-vous le PC par rapport à la situation politique locale ?

**M. Cédric Brun.** Il est particulièrement terrible d'observer qu'une force organisée, ayant tant apporté à la société, se retrouve dans cette situation. Autrefois, les anciens disaient que grâce au Parti, ils pouvaient aller au ski ou pratiquer la musique. Avec l'effondrement des secteurs industriels, les usines ont disparu et avec elles de nombreux communistes.

Je note les efforts courageux pour une transition avec Fabien Roussel, que j'ai soutenu en politique. Toutefois, le besoin de radicalité en France fait qu'il est compliqué d'avoir des idées fortes sans subir les attaques des réseaux sociaux et de nombreux « inquisiteurs ». Malheureusement, cette radicalité tend à se tourner vers l'extrême droite plutôt que vers la gauche.

**M. le président Xavier Breton.** Merci pour ces précisions importantes pour se représenter l'évolution des idées. Le PC reste présent historiquement et dans notre paysage politique. Nous vous remercions de nouveau pour cet échange riche qui sera utile pour nos travaux.

Chers collègues, merci pour votre présence, cette discussion a été attendue et enrichissante.

*La séance s'achève à dix-sept heures cinquante-cinq.*

---

**Membres présents ou excusés**

*Présents.* — M. Matthieu Bloch, M. Xavier Breton, M. Jérôme Buisson et Mme Caroline Yadan.